

Après la longue éclipse durant laquelle l'orthodoxie néolibérale proclama la mise à la retraite de l'Etat en tant qu'acteur historique, et avec lui, la mise au rencart de toute théorie de la nature et de la spécificité du pouvoir d'Etat, la question de l'Etat est réapparue ces dernières années au cœur des débats théoriques et pratiques à gauche et dans la gauche marxiste révolutionnaire en particulier. Au Brésil, au Venezuela et en Bolivie, mais aussi, sous des formes plus compliquées et plus variées, en Europe occidentale, la gauche a dû répondre à la nécessité de clarifier la question de son rapport à l'Etat en termes institutionnels concrets.

Dans certains cas, les partis et organisations révolutionnaires ont déjà choisi d'assumer les responsabilités et les risques d'une participation gouvernementale, avec des succès contrastés ; dans d'autres, la question constituera encore l'horizon de la conjoncture actuelle, en particulier au regard de la crise économique mondiale et des prises de position en faveur de diverses formes d'intervention étatique pour y faire face. Les appels à « changer le monde sans prendre le pouvoir » ont sans doute trouvé un certain écho dans divers secteurs du mouvement altermondialiste au tournant de ce siècle ; il demeure, cependant, que la réalité, pour une orientation révolutionnaire responsable aujourd'hui, est celle d'un retour de la question politico-stratégique, pour reprendre la formule stimulante de Daniel Bensaïd (2).

Dans ce contexte, il est utile d'en revenir à l'un des débats centraux de la dernière grande floraison de la théorie marxiste de l'Etat dans les années 1970, à savoir, à la critique que proposa Poulantzas de la notion de « guerre de position » chez Gramsci et de la thèse de la « dualité de pouvoir » chez Lénine. Bien qu'un tel débat puisse donner l'impression de parler dans la langue d'une culture politique oubliée depuis longtemps, je voudrais défendre la thèse selon laquelle peu de débats issus de la tradition marxiste sont aussi pertinents que celui-ci aujourd'hui parce qu'il touche au cœur du statut non-résolu de la tradition marxiste en tant que, fondamentalement et avant toute chose, critique théorique et pratique de l'Etat capitaliste. Dans une certaine optique, les caractérisations de la nature de l'Etat et du pouvoir social et politique que l'on trouve chez Poulantzas et Gramsci, se présentent l'une et l'autre comme deux modèles pour la compréhension des mouvements contemporains, comme ensemble des pré-conditions théoriques possibles de l'engagement pratique.

La critique de Poulantzas : guerre de position = dualité de pouvoir

La confrontation avec Gramsci accompagna, de manière productive, toutes les phases de la trajectoire intellectuelle de Poulantzas, souvent énoncée dans les termes d'une critique poussée inspirée de la lecture de Gramsci par Althusser (3). Mais c'est seulement dans le chapitre final de son dernier livre, *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, qu'il proposa une interprétation véritablement personnelle. De cette lecture ressort une image de Gramsci très différente de deux autres alors beaucoup plus familières dans la gauche des années 1960 et 1970 et dont l'influence s'exerce encore de nos jours. Pour la première de ces interprétations (issue de l'eurocommunisme de droite), la « guerre de position » gramscienne correspond à une proposition de « longue marche à travers les institutions » de l'Etat bourgeois, l'Etat étant lui-même conçu comme simple somme de ses parties, divisible, permettant une stratégie de conquête progressive de postes individuels (d'institutions) alors soustraits à la domination politique bourgeoise au cours d'une simple progression arithmétique, jusqu'à ce que la seule force du nombre investisse le cœur de l'appareil et que la classe ouvrière prenne possession de l'Etat (conçu comme instrument

A la différence de la « guerre de manœuvre » (dans l'une de ses interprétations, du moins), elle ne cherche pas à prendre d'assaut la citadelle au cours d'une bataille rangée, mais passe par une « lente subversion » s'attaquant à l'Etat bourgeois de l'intérieur. Les socio-démocrates de gauche étaient de bonne foi lorsqu'ils proposèrent cette interprétation dans les années 1970. Sa logique depuis, a été cyniquement pervertie et redéployée dans certains aspects de la troisième voie néolibérale qui a maintenu des liens résiduels, d'ordre rhétorique, avec la tradition social-démocrate.

Dans la seconde interprétation (social-démocrate de gauche), le terrain privilégié de la « guerre de position » gramscienne en Occident est la société civile. Elle passe par une stratégie de « construction de tranchées » lente et laborieuse, à une distance suffisamment grande de l'Etat pour que le règlement de compte décisif avec lui soit, en pratique, indéfiniment remis à plus tard, sans effet immédiat sur les luttes contemporaines. Elle se définit en opposition à la « guerre de manœuvre », autrement dit, à l'affrontement direct avec l'Etat que seuls les bolcheviks ont su mettre en œuvre à l'Est, compte tenu du sous-développement de leur société civile alors incapable d'offrir un dispositif de tranchée à même de protéger l'Etat de tout assaut direct, contrairement à ce que l'on pense être le cas à l'Ouest.

L'héritage de ces interprétations se fait encore ressentir aujourd'hui dans ces versions du concept d'hégémonie qui en font une « logique du social » sans avoir grand-chose à dire de la spécificité du pouvoir d'Etat dès lors que celui-ci a été dissous dans une « discursivité » envahissante et indéterminée (4). Dans les deux cas, la guerre de position gramscienne est présentée comme rupture définitive avec la théorie de l'Etat chez Lénine.

Poulantzas, quant à lui, voyait dans Gramsci un théoricien qui s'était pleinement imprégné de la stratégie léniniste et, dans une version différente, troisième internationaliste de la « dualité de pouvoir » - *trop*, d'ailleurs, dans le cas de Gramsci, selon Poulantzas, et ce, malgré toute la sophistication de sa conception de l'Etat, conception qui était restée finalement prisonnière des métaphores topographiques propres à cette tradition. Poulantzas considérait qu'« [U]ne ligne principale traverse les analyses et la pratique de Lénine : l'Etat doit être détruit en bloc par une lutte frontale dans une situation de *double pouvoir*, et remplacé-substitué par le deuxième pouvoir, les soviets, pouvoir qui ne serait plus un Etat au sens propre car il serait déjà un Etat en déperissement ». Poulantzas a su vite reconnaître la différence entre cette thèse analytique et perspective stratégique d'une part et d'autre part, sa dégénérescence stalinienne ultérieure en « refus du politique ».

Il fut néanmoins tout aussi prompt à développer l'idée d'une continuité entre les perspectives qui avaient informé la pratique bolchevique en 1917 et la théorie de l'Etat canonisée par la III^e Internationale. Elles avaient plus particulièrement en commun leurs perspectives quant à la *localisation* de « la lutte des masses populaires pour le pouvoir d'Etat » (hors de l'Etat, dans ce domaine mal défini et flou que représente la société civile alors conçue comme reste), quant à ses *moyens* (« création d'une situation de dualité de pouvoir »), son *concept du pouvoir politique et social* (« une substance quantifiable » aujourd'hui séquestrée par la bourgeoisie au sein d'un Etat-instrument pouvant être approprié par les forces prolétariennes au moyen d'une stratégie de dualité de pouvoir progressant vers la captation de l'appareil d'Etat existant), et son *objectif* (la prise et la destruction de l'Etat forteresse auquel doit se substituer « le deuxième pouvoir (soviets) constitué en Etat de type nouveau » (5)).

Ces perspectives se rencontraient aussi, selon Poulantzas, dans les *Cahiers de prison* de Gramsci. Dans *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, « Certes, écrit-il, on ne saurait mettre en doute les apports théorico-politiques considérables de Gramsci, et on connaît les distances qu'il a prises avec l'expérience stalinienne. Il n'empêche que lui non plus (bien qu'on le tire actuellement à hue et à dia) n'a pu poser le problème dans toute son ampleur. Ses fameuses analyses concernant les différences entre la guerre de mouvement (celle des bolcheviks en Russie) et la guerre de positions sont saisies pour l'essentiel comme application de la stratégie-modèle léniniste à des « situations concrètes différentes », celles de l'Occident (6). » Ces reliquats léninistes furent déterminants pour la manière dont Gramsci théorisa l'Etat. Gramsci n'avait pas compris que « [P]rendre ou conquérir le pouvoir d'Etat ne saurait signifier une simple mainmise sur des pièces de la machinerie étatique, en vue de sa substitution au profit du deuxième pouvoir. » Il était resté fasciné par une idée de l'Etat comme « forteresse où l'on pénètre par des chevaux de bois » ou comparable à « un coffre-fort que l'on perce par effraction ».

Fidèle à l'esprit de la formulation léniniste, Gramsci envisagea la société civile comme s'il s'agissait d'une basse-terre extérieure à l'Etat, *locus* d'une construction d'un contre-pouvoir possible. Le mouvement ouvrier pouvait, de là, mener une « guerre de position » qui devait lui permettre, à terme, de mener une attaque contre la citadelle de l'Etat bourgeois dans le but de le détruire et d'y substituer une forme plus satisfaisante d'organisation sociale. Ainsi, et au bout du compte, bien que d'une sophistication plus grande et moins susceptible d'instrumentalisme vulgaire que ses variantes staliniennes ou social-démocrates, la perspective proposée par Gramsci au mouvement ouvrier occidental en était restée à la problématique de la stratégie de « dualité de pouvoir », dans la mesure où « la modification décisive du rapport de forces ne se joue pas au sein de l'Etat mais entre l'Etat [...] et les masses supposées extérieures à l'Etat » (7).

L'alternative de Poulantzas : l'Etat comme condensation d'un rapport de forces et la voie démocratique vers le socialisme

Dans ses œuvres antérieures, et en particulier dans *Pouvoir politique et classes sociales*, Poulantzas avait déjà tenté d'élaborer une analyse plus nuancée de la nature de l'Etat capitaliste et ses modalités distinctes de pouvoir. Poulantzas jugeait crucial de saisir dans quelle mesure l'Etat capitaliste était déjà traversé, de l'intérieur, par les antagonismes et des luttes de classes. Autrement dit, la politique ne se situe pas « hors » de la forteresse de l'Etat mais constitue sa matérialité même : l'Etat comme condensation d'un rapport de forces. Plus particulièrement, Poulantzas rejetait la métaphore topographique selon laquelle se trouverait un lieu « au-delà de l'Etat » dans lequel les forces d'un Etat à venir, d'un genre différent, pourraient être rassemblées (8).

Dès lors que tous les rapports sociaux sont toujours déjà des rapports de forces internes à un Etat donné, ils sont interpellés par cet Etat tout en étant constitutifs. « C'est en ce sens précis que l'on ne peut penser, une fois l'Etat posé, un réel social quelconque (un savoir, un pouvoir, une langue, une écriture) figurant un état premier par rapport à l'Etat, mais un réel social toujours en relation avec l'Etat et avec la division en classes (9). » Dans le fond, pour Poulantzas (et pour proposer une variation sur une célèbre formule derridéenne), « Il n'y a pas de hors-Etat » (10), parce que l'Etat se définit d'emblée comme lui-même coextensif à la formation sociale. Le débouché stratégique de cette analyse fut l'idée d'une « voie démocratique vers le socialisme » à l'intérieur de l'Etat existant.

C'était là la contribution finale du Poulantzas de la maturité au débat sur la « crise du marxisme », formulée explicitement comme dépassement de la « guerre de position » gramscienne, représentante la plus sophistiquée de la tradition de « dualité de pouvoir ». Profondément ancré dans les débats de l'époque (celui, par exemple, concernant la dictature du prolétariat dans le PCF) et indubitablement influencé par l'expérience chilienne et par l'échec de la révolution portugaise, Poulantzas se préoccupa plus particulièrement de l'absence, au sein de la stratégie de la dualité de pouvoir, d'une théorie de la « transformation de l'appareil d'Etat ». Selon lui, « ce processus long de prise du pouvoir » consistait à « déployer, renforcer, coordonner et diriger les centres de résistance diffus dont les masses disposent toujours au sein des réseaux étatiques [...] de telle sorte que ces centres deviennent, sur le terrain stratégique qu'est l'Etat, les centres effectifs du pouvoir réel (11). »

La voie démocratique vers le socialisme proposait une « guerre de position » conduite à l'intérieur même de l'Etat existant qui, une fois redéfini en termes relationnels et stratégiques, comprenait le terrain que Gramsci, aux yeux de Poulantzas, avait continué d'identifier à la « société civile ». Cette stratégie était à mener dans des luttes d'intensité et de profondeur variables, les unes, proches du cœur de l'appareil d'Etat, les autres, à une certaine « distance » de cet appareil. «[L]es formes d'articulation [...] des transformations de l'Etat et de la démocratie représentative [...] de la démocratie directe et du mouvement autogestionnaire » (12) étaient un enjeu central de stratégie de pouvoir « bifurqué » (plutôt que duale).

Par le renforcement de la démocratie représentative – en tant que garantie d'équité juridique – Poulantzas proposait de surmonter le risque de dégénérescence vers une autarcie stalinienne ; en renforçant le pouvoir de la démocratie directe – comme garantie d'une participation active des masses – il proposait de surmonter le risque du « réformisme traditionnel » qui, de son propre aveu, était implicite dans cette stratégie. Quant à savoir précisément ce qu'impliquerait une telle transformation de l'appareil d'Etat, et si elle pourrait aboutir à l'*Absterben* [au dépérissement] de l'Etat comme l'avait anticipé au moins une tradition marxiste antérieure, ce sont des énigmes que Poulantzas ne fut jamais en mesure de résoudre.

Ces énigmes restent les mêmes pour nous aujourd'hui, et ce, dans des formes immédiatement pratiques. Nombre de discussions à l'ordre du jour des mouvements sociaux et politiques contemporains peuvent se caractériser comme relevant de cette problématique de la voie démocratique vers le socialisme, avec toutes ses ouvertures et tous ses dangers, qu'il s'agisse des problèmes du rapport entre société civile et Etat, entre mouvements sociaux et leurs « expressions » politiques, et entre la démocratie directe de la base et sa « représentation » dans l'appareil d'Etat existant.

Un regain d'intérêt international pour la pensée de Poulantzas témoigne de sa pertinence théorique et, au bout du compte, politique dans la conjoncture actuelle (13). Dans la mesure où la proposition de voie démocratique vers le socialisme visait à dépasser ce que l'on a pu voir comme une persistance de résidus léninistes compromettant les tentatives de Gramsci pour rompre avec une théorie instrumentaliste de l'Etat, la légitimité de cette proposition, et son utilité contemporaine, peut être jugée, au moins en partie, sur la base de la justesse de sa caractérisation de la théorie qui lui servait de point de départ.

Deux questions, en apparence d'ordre purement théorique ou philologique, devraient nous aider à poser le problème de manière plus concrète. Tout d'abord, trouve-t-on chez Poulantzas une compréhension adéquate des présupposés théoriques de la conception

gramscienne du rapport entre Etat et société civile ? En d'autres termes, on se demande si Gramsci postule bien un terrain hors de l'Etat, terrain sur lequel pourrait émerger un pouvoir politique nouveau, à même de s'emparer de l'(appareil) Etat et de s'y substituer.

Ensuite, trouve-t-on chez Gramsci une conception du pouvoir sociale et politique entendue comme « substance quantifiable » aux mains d'une classe particulière et par conséquent, pouvant être confrontée à une autre « quantité » de pouvoir détenue par une autre classe ? Autrement dit, la guerre de position chez Gramsci n'est-elle vraiment rien d'autre qu'une variante sophistiquée de la stratégie de dualité de pouvoir, dans ses présupposés fondamentaux, continuant de prêter le flanc aux mêmes critiques que Poulantzas avait adressées à ses versions léninistes, troisième-internationalistes et social-démocrates ? Ou est-ce qu'au contraire, Gramsci élaborait une théorie qui combine les forces et la sophistication des recherches de Poulantzas tout en évitant ses conséquences potentiellement désarmantes sur le terrain politique ?

Gramsci et l'Etat intégral

La caractéristique la plus frappante et la plus ironique de la critique que propose Poulantzas de la théorie de l'Etat de Gramsci est que, comme bien d'autres interprétations de la fin des années 1960 et du début des années 1970, cette critique ne prend pas en compte ce qui fut la contribution la plus importante de Gramsci à la théorie de l'Etat : le concept d'Etat intégral comme identité-distinction dialectique de la société civile et politique.

Il est doublement ironique que Poulantzas ait pris le relais de ces interprétations qui considéraient que pour Gramsci, les termes renvoyaient à deux terrains distincts d'une formation sociale : premièrement, parce que l'une de ses proches collaboratrices, Christine Buci-Glucksmann, fut l'une des premières à attirer l'attention sur l'importance du « concept général de l'Etat » ou, de « l'Etat intégral » chez Gramsci, pour comprendre l'articulation inédite de ces concepts dans les *Cahiers de prison* (14) ; deuxièmement, parce que, de tous les théoriciens marxistes antérieurs, Gramsci est peut-être celui qui va le plus loin dans la recherche d'une rupture définitive avec une théorie exclusivement instrumentaliste de l'Etat. Plus précisément : avec le concept « d'Etat intégral », Gramsci décrit la formation des Etats modernes en Occident comme – pour reprendre les termes mêmes de Poulantzas – condensation des rapports de forces entre et à l'intérieur des classes.

Chez Gramsci, la proposition du concept d'« Etat intégral » était précédée d'analyses historiques approfondies de l'émergence de l'Etat capitaliste moderne, de son élaboration comme projet éthique investissant l'ensemble de la société après la Révolution française puis de sa dégénérescence en une phase de révolution passive face aux révoltes ouvrières. Compte tenu de la vaste bibliographie qui est apparue sur ce thème au cours de la récente et riche période d'engouement pour la philologie gramscienne, il n'est pas nécessaire de revenir sur le détail de ces découvertes (15).

On s'intéressera plus directement ici à ce nouveau concept que Gramsci élaborait au terme de ces recherches. Avec le concept d'Etat intégral, Gramsci visait à analyser les interpénétrations et les renforcements mutuels de la « société politique » et de la « société civile » (à distinguer l'un de l'autre analytiquement plutôt qu'organiquement) au sein d'une forme d'Etat unifiée (et indivisible). Selon ce concept, l'Etat dans sa forme intégrale ne doit pas être limité à la machinerie du gouvernement et des institutions légales (à l'Etat entendu au sens instrumental, en opposition à la « société civile »).

Le concept d'Etat intégral, au contraire, avait vocation à constituer une unité dialectique des moments de la société civile et de la société politique. L'hégémonie civile fournit la base sociale du pouvoir politique de la classe dirigeante dans l'appareil d'Etat, qui à son tour renforce ses initiatives dans la société civile. Pour Gramsci, la société civile est le terrain sur lequel se joue la concurrence entre classes sociales pour la direction politique, ou l'hégémonie, sur les autres classes sociales.

Le maintien de cette hégémonie dépend entièrement, toutefois, « en dernière instance », de la mainmise sur le monopole légal de la violence incarné dans les institutions de la société politique, ou l'Etat au sens restreint d'appareil d'Etat. Cependant, compris dans son sens intégral, d'après Gramsci, « l'Etat est l'ensemble des activités pratiques et théoriques grâce auxquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination mais réussit à obtenir le consensus actif des gouvernés » (16). Ou, dans une formule célèbre : « Il entre dans la notion générale d'Etat des éléments qu'il faut rattacher à la notion de société civile (en ce sens, pourrait-on dire, Etat = société politique + société civile, c'est-à-dire une hégémonie cuirassée de coercition) (17). »

Par conséquent, pour Gramsci, la société civile ne doit pas être conçue de manière topographique, comme terrain hors de l'Etat. Bien plus qu'un domaine intact au-delà de l'Etat, la société civile, dans cette vision, consiste en une série de pratiques et des rapports dialectiquement interpellés au sein même de l'Etat (intégral), formant sa « base sociale » (18). En même temps, refusait d'abolir la distinction entre l'Etat (au sens restreint d'« appareil d'Etat ») et la société civile (comme c'est par ailleurs le cas avec Gentile et sa compréhension actualiste spéculative de la tentative d'Etat totalitaire fasciste dans laquelle l'Etat est tout) (19). Au contraire, il garda les deux termes, à la fois dans leur unité et leur distinction, en tant que rapport dialectique entre différents niveaux de formation de classe et d'efficace politique, même après son élaboration du nouveau concept d'Etat intégral en octobre 1930.

Chez Gramsci, plutôt que des lieux géographiques ou des terrains, la « société politique » et de la « société civile » sont comprises comme rapports sociaux et politiques différentiels au sein de l'« Etat intégral » ; les uns comprennent l'Etat en fonction de la consolidation du pouvoir politique d'une classe dans des institutions (étatiques), ou si l'on préfère, en fonction du degré de coercition ; les autres, en fonction de la constitution de ce pouvoir politique (possible) parmi les forces présentes sur le terrain social (critère de consentement). Gramsci était donc en mesure de faire apparaître, à la fois, l'unité de l'Etat capitaliste tout en analysant les différentes combinaisons et articulations de la coercition et du consentement qui en sont constitutifs, permettant alors une détermination plus précise des axes de développement à même d'aboutir à sa transformation.

Poulantzas faisait donc fausse route en expliquant que Gramsci présupposait un terrain extérieur à l'Etat sur lequel un nouveau pouvoir politique pouvait apparaître. Comme Poulantzas, les *Cahiers de prison* essayèrent de saisir la spécificité de l'Etat capitaliste comme condensation des rapports de forces entre classes, condensation accomplie sous la domination de la bourgeoisie. De la même manière, Poulantzas se trompait en expliquant que pour Gramsci, la rupture décisive intervient « entre l'Etat [...] et son supposé extérieur absolu, le deuxième pouvoir » (20).

Pour Gramsci, un tel moment de rupture à lieu au sein même du mouvement ouvrier, en tant que rupture avec sa constitution économique-corporative, lorsque les masses peuvent rompre avec leur intégration paralysante de la révolution passive et construire leur propre projet hégémonique en tant que classe, réduisant la capacité à agir (ou plutôt, la capacité à

dominer) de la bourgeoisie par l'accroissement de leur propre capacité à agir. La route vers le pouvoir politique pour le prolétariat impliquerait, en premier lieu, la modification du rapport de forces au sein de l'Etat intégral, la dislocation du renforcement mutuel de la coercition et du consentement exploité par la bourgeoisie afin d'entretenir sa propre domination de classe.

L'appareil d'Etat de la bourgeoisie ne pourrait être neutralisé qu'à condition que le prolétariat le prive de sa « base sociale » à travers l'élaboration d'un projet hégémonique alternatif. Gramsci concevait ce projet en termes concrets, en termes « d'appareils hégémoniques » : le large éventail d' « institutions » et de pratiques – de la presse jusqu'aux organisations éducatives, aux initiatives culturelles et aux partis politiques – au moyen desquels une classe et ses alliés peuvent se confronter à leur adversaire dans une lutte pour le pouvoir social, puis politique, ou pour la direction de la société dans son ensemble (21).

Le pouvoir politique est ici conçu non pas comme instrument ou « substance quantifiable », mais en termes rationnels : en tant que capacité, ou incapacité, d'agir d'une classe en rapport à une autre, mais aussi en tant que disposition des initiatives d'une classe dans la société politique à être en phase avec sa « base sociale » dans la société civile. Autrement dit, chez Gramsci, le pouvoir politique est immanent, non pas simplement à l'Etat en tant que condensation des rapports de forces (des rapports entre les classes) ; il est immanent aux projets hégémoniques à travers lesquels les classes se constituent elles-mêmes en classes (rapports internes aux classes) capables d'exercer le pouvoir politique (par opposition à une masse incohérente d'intérêts « corporatifs »).

Le potentiel d'une classe pour exercer le pouvoir politique dépend, par conséquent, de sa capacité à trouver les formes institutionnelles appropriées à la *differentia specifica* de son propre projet hégémonique particulier, à savoir, les formes qui lui permettent non seulement de faire la transition de l'ordre l'économique-corporatif vers l'ordre proprement politique, de la société civile à la société politique, mais également, et de manière décisive, une fois le pouvoir d'Etat acquis, de rester pleinement en phase avec sa base sociale.

Dans la forme assimilatrice d'un Etat intégral renforcé par la révolution passive, la bourgeoisie avait trouvé un moyen de promouvoir sa propre forme contradictoire de modernisation. Il restait au prolétariat à trouver ce que la tradition marxiste avait appelé un « nouveau type d'Etat », ou, contre l'*Herrschaft* de la bourgeoisie, de trouver ce que Lénine appelait son propre « pouvoir d'un genre complètement différent », qui permettrait la réabsorption de la dyade société politique-société civile dans ce que Gramsci décrivait en termes de société « régulée » (22).

Le retour de la dualité de pouvoir

Poulantzas avait donc raison de dire que la notion gramscienne de guerre de position présupposait une variante plus sophistiquée de la stratégie de la dualité de pouvoir, mais pas pour les raisons qu'il avait imaginées. Tel qu'initialement conçu par Lénine, le concept de « dualité de pouvoir » n'était pas affaire de choix d'une proposition stratégique contre une autre, et n'impliquait pas non plus un simple rejet de la confrontation avec l'appareil d'Etat existant avec ses mécanismes de démocratie parlementaire (à propos desquels Lénine ne cessa d'expliquer qu'ils pouvaient être tactiquement utiles pour le mouvement révolutionnaire, dans certaines conjonctures), au nom d'une forme de pouvoir politique plus

Ce concept renvoyait, au contraire, à la réalité de « l'état d'exception négatif » entre les deux révolutions de 1917. En fait, la thèse de la dualité de pouvoir n'apparut explicitement dans la pensée de Lénine qu'au moment très spécifique d' « interregnum ». Présente « à l'état pratique » dans les *Thèses d'avril*, explicitement formulée dans un article paru dans la *Pravda* le 9/22 avril 1917, et recevant son exposé le plus célèbre dans *Les Tâches du prolétariat dans notre révolution* (écrit le 10/23 avril, mais qui ne fut publié qu'en décembre), la thèse de la dualité de pouvoir [*dvoelastie*] fut conçue pour penser ensemble la situation « extrêmement originale » d'« *enchevêtrement* » ou d'« *amalgame* de deux dictatures », les soviets à côté du gouvernement provisoire.

Les bases sociales de ces « dictatures » étaient tout à fait différentes : l'une était « un Etat au sens propre du terme », à savoir, un appareil d'Etat fondé sur le droit et au bout du compte, sur les droits de propriété privée ; l'autre était « le nouveau type d'Etat » de la Commune de Paris, fondé et fonctionnant sur la base d'initiatives populaires. Ces dictatures étaient, au sens le plus strict, des formes incompatibles de pouvoir politique dont l'antagonisme devait aboutir à la disparition de l'une ou de l'autre. Lénine insista sur la nature exceptionnelle de cette bifurcation : « Il ne fait aucun doute que cet « *enchevêtrement* » *ne peut* durer longtemps. Il *ne saurait exister* deux pouvoirs dans un Etat. [...] La dualité du pouvoir ne reflète qu'une période *transitoire* du développement de la révolution (23). »

La notion gramscienne de guerre prolétarienne de position contre la logique de révolution passive vient des mêmes présupposés que ceux de Lénine dans son analyse de 1917 quant à la nature de classe des différentes formes d'Etat. Son analyse historique de la consolidation du projet hégémonique bourgeois dans le cadre d'un Etat intégral qualitativement nouveau et son opposition inscrite dans une hégémonie prolétarienne étendue et progressiste tournée contre les formes révolutionnaires passives, sclérosantes, prises par un projet hégémonique bourgeois en crise, lui permit de bien saisir la nature spécifiquement *bourgeoise et capitaliste* de l'Etat existant, « en dernière instance », au-delà des divers éléments et contradictions qu'il peut contenir.

Cependant, si la thèse de Lénine décrivait une conjoncture déjà advenue (et non prédite), la théorie de Gramsci, élaborée dans un moment de défaite au fond d'une geôle fasciste, cherchait à regrouper les forces qui rendraient possible le retour d'une telle situation de dualité de pouvoir. A la différence de l'ultra-gauchiste intransigeant des années de la fondation du PCI, le Gramsci des *Cahiers de prison* reconnut qu'un tel processus peut avoir effectivement besoin de passer par une phase de transformation de l'intérieur de l'Etat existant - son ralliement tardif à la stratégie de front unique et son ultime conseil au mouvement ouvrier italien quant à la nécessité de voir un large front antifasciste reconstituer des institutions représentatives (contre la folie du dogme de la troisième période de l'Internationale communiste) défendait explicitement de telles transformations dans la conjoncture donnée.

Cela restait, toutefois, une manœuvre tactique, subordonnée à l'objectif stratégique ultime visant à doter les classes subalternes des formes institutionnelles nécessaires à leur transition entre groupe dirigeant et groupe dominant, fondateur d'un « nouveau type d'Etat » qui consisterait en pas d'Etat. Il ne s'agit donc pas, pour modifier une des formulations de Poulantzas à la fin de *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*, « d'une simple alternative entre » voie démocratique vers le socialisme « et guerre de positions car cette dernière, au sens de Gramsci, consiste toujours en un » déploiement tactique de la

Avec Gramsci, la voie démocratique vers le socialisme prend acte de la réalité de l'Etat intégral existant (comme seul lieu du pouvoir politique et par conséquent, comme horizon sur lequel le mouvement ouvrier doit opérer), et en même temps, de la réalité du mode d'existence de cet Etat particulier en tant qu'Etat *bourgeois et capitaliste* fondé sur une condensation spécifique de rapports sociaux bourgeois, et dans la société civile et dans la société politique. C'est sur la base de cette reconnaissance que Gramsci put formuler en termes concrets la possibilité d'un tout autre type de condensation, à savoir, l'intensification des forces sociales au sein du mouvement ouvrier qui seraient en mesure de remettre à l'ordre du jour « le type d'Etat complètement nouveau » qui détermina les contours de l'expérience politique d'octobre 1917.

Dans cette perspective, l'enjeu pour la gauche contemporaine qu'il y a à apporter une réponse satisfaisante au *retour de la question politico-stratégique* (25) ne se limite pas simplement à une confrontation responsable avec la réalité de l'Etat existant et le terrain politique qu'il définit. De manière bien plus cruciale, cette question renvoie à l'enjeu de l'actualisation de l'analyse initiale, chez Lénine, de la réalité de la dualité de pouvoir, à savoir, que le mouvement ouvrier doit développer sa propre forme de pouvoir politique et tenter avec assurance d'aller jusqu'au bout de ses conséquences institutionnelles.

Cette voie démocratique vers le socialisme a vocation à dépasser l'Etat capitaliste, et en ce sens, un déploiement tactique des analyses de Poulantzas dans la perspective stratégique de la guerre de position gramscienne pour un « nouveau type d'Etat » pourrait bien s'avérer être la forme la plus viable et effective de l'héritage de Poulantzas aujourd'hui.

Peter Thomas

Traduction de Thierry Labica

cet article est paru dans la revue [Contretemps n° 8](#)

Notes

1 En français dans le texte (N. d. T.)

2 Le présent texte a été initialement rédigé en réponse aux contributions de Daniel Bensaïd dans le cadre du séminaire Projet K de l'été 2006. Il est, par conséquent, dédié à sa mémoire.

3 Voir, par exemple, N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales* [1967], Paris, Maspero, 1982, p. 37, 147-149, 210, 216, 221. Pour une analyse des premières lectures althussériennes de Gramsci, voir mon livre, *The Gramscian Moment. Philosophy, Hegemony and Marxism*, Historical Materialism Book Series, Brill Academic Press, Leiden, 2009

4 Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, dans leur *Hégémonie et stratégie socialiste*, Les Solitaires Intempestifs, 2009, ont été les principaux promoteurs de ce type de lecture.

5 N. Poulantzas, *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, PUF, 1978, p. 278.

6 *Ibid.*, p. 283-284. Voir également « Une révolution copernicienne dans la politique » in *La Gauche, le Pouvoir, le Socialisme. Hommage à Nicos Poulantzas*, dir. C. Buci-Glucksmann, PUF, 1983, p. 37-41.

7 N. Poulantzas, *L'État...*, *op. cit.*, p. 285.

8 Cf. Bob Jessop, *State Theory. Putting the Capitalist State in its Place*, Cambridge, Polity, 1990, p. 230.

9 N. Poulantzas, *L'État...*, *op. cit.*, p. 44.

10 En français dans le texte. Allusion à Jacques Derrida : « Il n'y a pas de hors-texte. » (N. d. T.)

11 N. Poulantzas, *L'État...*, *op. cit.*, p. 285.

12 *Ibid.*, p. 293.

13 Cf. le recueil intitulé *Poulantzas lesen: Zur Aktualität marxistischer Staatstheorie*, dir. L. Bretthauer, A. Gallas, J. Kannankulam et I. Stütze, VSA, Hambourg, 2006 et *The Poulantzas Reader*, Verso, Londres, 2008.

14 Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'État : pour une théorie matérialiste de la philosophie*, Paris, Fayard, 1975.

15 Pour l'étude philologique la plus détaillée, cf. Guido Liguori : « Stato-società civile », in Fabio Frosini, Guido Liguori (éd.), *Le parole di Gramsci. Per un lessico dei Quaderni del carcere*, Rome, 2004, p. 208-226. Domenico Losurdo, *Antonio Gramsci dal liberalismo al « comunismo critico »*, Rome, 1997, offre un survol synthétique des développements historiques de Gramsci, en particulier concernant sa notion originale de révolution passive.

16 Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, vol. IV, trad. F. Bouillot & G. Granel, Gallimard, 1990, cahier 15, § 10, p. 120.

17 Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, vol. II, trad. M. Aymard & P. Fulchignoni, Gallimard, 1983, cahier 6, § 88, p. 83.

18 *Ibid.*, cahier 6, § 136.

19 *Ibid.*, cahier 6, § 10.

20 N. Poulantzas, *L'État...*, *op. cit.*, p. 286.

21 Sur le concept d'« appareil hégémonique », cf. Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, vol. I, trad. M. Aymard & F. Bouillot, Gallimard, 1996, cahier 1, § 48 ; et vol. II, *op. cit.*, cahier 6, § 136 et § 137.

22 Sur ce concept de « pouvoir d'un genre complètement différent » de Lénine, cf. « Sur la dualité de pouvoir » [1917], disponible en français sur www.marxists.org.

23 V. I. Lénine, « Les tâches du prolétariat dans notre révolution » [1917], disponible en français sur www.marxists.org.

25 En français dans le texte (N. d. T.).